Greffe
du Tribunal de Commerce de
ROUBAIX - TOURCOING
51, Rue du Capitaine Aubert
BP 30099
59052 ROUBAIX CEDEX 01

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

SARL LILLE DIFFUSION AUTO
120 RUE JULES GUESDE
59650 VILLENEUVE D ASCQ

Dépôt effectué par :

SARL LILLE DIFFUSION AUTO
120 RUE JULES GUESDE
59650 VILLENEUVE D ASCQ

Numéro RCS : ROUBAIX - TOURCOING B 430 117 044 <40834/2000B00315>

Pièces déposées le 15/03/2005 Numéro : 2501344

Procès-verbal d'Assemblée du 03/01/2005
- Transfert du siège social
- Changement de Gérant
- Modification de Commissaire aux comptes

DU 118 RUE JULES GUESDE 59650 VILLENEUVE D ASCQ

Statuts mis à jour du 03/01/2005

Acte sous seing privé du 03/01/2005

Le Greffier associé, J. SOINNE

Toute reproduction du présent extrait, même certifiée conforme, est sans valeur.
LA TRAME CI-DESSUS DE COULEUR ROUGE SIGNIFIE QUE VOUS ÊTES
EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE

Toute reproduction du présent extrait, même certifiée conforme, est sans valeur.
LA TRAME CI-DESSUS DE COULEUR ROUGE SIGNIFIE QUE VOUS ÊTES
EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE

LILLE DIFFUSION AUTO
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 40 000 €
Siège Social : 118 Rue Jules Guesde 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
430 117 044 RCS ROUBAIX TOURCOING

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 3 JANVIER 2005

L'an deux mille cinq, le 3 janvier, à 18 heures,
Au siège social à VILLENEUVE D'ASCQ,

L'associée unique de la société LILLE DIFFUSION AUTO, la Société VERBAERE INVESTISSEMENTS, Société par actions simplifiée au capital de 953 500 €, ayant son siège social : 18 Rue de Strazeele 59270 FLETRE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'HAZEBROUCK sous le numéro 378 148 746, représentée par Madame Christine VERBAERE, en sa qualité de Directeur Général de la société, est réuni en vue de statuer sur les décisions suivantes :

- Constatation de la démission des cogérants et nomination de Monsieur Dominique VERBAERE en qualité de nouveau gérant,
- Modification de l'article 16 des statuts,
- Modification de l'article 7 des statuts suite à la cession de l'intégralité des parts de la société à la SAS VERBAERE INVESTISSEMENTS, intervenue ce jour,
- Régularisation de la nomination des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant auprès du registre du Commerce et des Sociétés,
- Constatation de la démission des commissaires aux comptes titulaire et suppléant et nomination des nouveaux commissaires aux comptes titulaire et suppléant,
- Régularisation du numéro du siège social,
- Modification corrélative de l'article 4 des statuts,
- Principe d'une augmentation du capital social d'une somme de 200 000 € par l'émission de 20 000 parts sociales nouvelles de 10 € chacune, à libérer intégralement en numéraire,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Monsieur Dominique VERBAERE assiste également à la réunion.

Préalablement à la prise de décision, l'associée unique constate que le commissaire aux comptes de la société, FLANDRE COMMISSARIAT AUX COMPTES, a été informé de la présente réunion mais n'est pas présent.

PREMIERE DECISION

L'associée unique prend acte de la démission des fonctions de cogérant de Messieurs Sergio MIRAGLIA et Osvaldo MIRAGLIA, à compter de ce jour et nomme

en remplacement, à compter du 4 janvier 2005, Monsieur Dominique VERBAERE, demeurant : 18 Rue de STRAZELE 59270 FLETRE, pour une durée indéterminée.

Monsieur Dominique VERBAERE déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et n'être frappé d'aucune interdiction ou incapacité susceptible de lui en interdire l'exercice.

DEUXIEME DECISION

En conséquence de la résolution qui précède, l'associée unique décide de supprimer la mention de la nomination du premier gérant de la société dans l'article 16 des statuts qui sera désormais libellé de la manière suivante :

ARTICLE 16 – NOMINATION DES GERANTS

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, qui peuvent être choisies en dehors des associés. En l'absence de dispositions contraires, les Gérants sont nommés pour la durée de la société. Les Gérants statutaires sont désignés dans les statuts et les autres Gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

TROISIEME DECISION

L'associée unique, suite à la cession de l'intégralité des parts de la société intervenue ce jour, au profit de la SAS VERBAERE INVESTISSEMENTS, constate le caractère unipersonnelle de la société et décide de procéder à la modification de l'article 7 des statuts, qui sera désormais rédigé de la manière suivante :

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 40 000 €, il est divisé en 4 000 parts égales de 10 € chacune, numérotées de 1 à 4 000, intégralement libérées et attribuées en totalité par la SAS VERBAERE INVESTISSEMENTS suite à la cession de parts sociales intervenue en date du 3 janvier 2005.

QUATRIEME DECISION

L'associée unique rappelle que par assemblée du 24 juin 2002, il a été constaté que la société dépassait deux des trois seuils fixés par l'article L.223-35 alinéa 2 du Code de commerce, et par conséquent, il a été procédé à la nomination de commissaires aux comptes titulaire et suppléant, à savoir :

- **FLANDRE COMMISSARIAT AUX COMPTES**, 117 Rue Nationale BP 1017 59700 MARCQ EN BAROEUL en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire,
- et **Monsieur Vincent SUING**, 117 Rue Nationale BP 1017 59700 MARCQ EN BAROEUL, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant.

Et ce pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

L'associée unique expose que les formalités subséquentes n'ayant pas été effectuées, il y a lieu de régulariser la mention de la nomination des commissaires aux comptes auprès du registre du commerce et des sociétés.

CINQUIEME DECISION

L'associée unique prend acte de la démission des fonctions du Commissaire aux Comptes titulaire la société FLANDRE COMMISSARIAT AUX COMPTES et de la démission du Commissaire aux Comptes suppléant, Monsieur Vincent SUING à compter de l'exercice clos le 31 Décembre 2004.

L'associée unique prend acte que la société FLANDRE COMMISSARIAT AUX COMPTES, commissaire aux comptes titulaire, exercera sa mission sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2004.

SIXIEME DECISION

L'associée unique décide de nommer, à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2005, en remplacement des commissaires aux comptes démissionnaires :

- La société **"AEQUITAS"** 22/24 Avenue du Peuple Belge 59800 LILLE : en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire,

- Monsieur **Jean-François DARROUSEZ,** demeurant 106 Avenue du Hautmont à MOUVAUX (59) : en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant.

Et ce, pour une durée du mandat restant à courir de leur prédécesseurs soit lors de la décision qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

La société AEQUITAS représentée par Monsieur Benoît VANDERSCHELDEN et Monsieur Jean-François DARROUSEZ ont d'ores et déjà fait savoir par lettre adressée à la société qu'ils accepteraient la mission ainsi confiée.

SEPTIEME DECISION

L'associée unique décide de procéder à la régularisation du numéro du siège social qui est fixé au numéro 120 de la Rue Jules Guesde à VILLENEUVE D'ASCQ (59) et non au 118 et décide en conséquence, de modifier l'article 4 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

« Le siège social est fixé : 120 Rue Jules GUESDE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ »

Le reste de l'article demeure inchangé.

HUITIEME DECISION

L'associée unique décide d'augmenter le capital social d'une somme en numéraire de DEUX CENTS MILLE (200 000) EUROS, et de le porter ainsi à 240 000 € par la création de 20 000 parts nouvelles de 10 € de nominal chacune, émises au pair, à libérer intégralement au moyen de versements en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les parts nouvelles seront créées avec jouissance au jour de l'assemblée générale qui constatera la réalisation définitive de la présente augmentation de capital.

NEUVIEME DECISION

L'associée unique constate qu'étant seule, l'augmentation de capital décidée ci-dessus lui est réservée en totalité.

Les parts sociales nouvelles devront être souscrites et la réalisation de l'augmentation de capital constatée au plus tard le 31 Mars 2005, faute de quoi la décision d'augmentation de capital ci-dessus deviendra sans effet.

DIXIEME DECISION

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associée unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Pour VERBAERE INVESTISSEMENTS SAS
Christine VERBAERE

Dominique VERBAERE
« Bon pour acceptation des fonctions de gérant »

LILLE DIFFUSION AUTO
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 40 000 €
Siège Social : 120 Rue Jules Guesde 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
430 117 044 RCS ROUBAIX TOURCOING

STATUTS MIS A JOUR SUITE A CESSION DE PARTS ET DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE EN DATE DU 3 JANVIER 2005

Les soussignés :

Monsieur Sergio MIRAGLIA, divorcé,
né le 13/03/60 à Valenciennes de nationalité française,
demeurant 19 Avenue de la Marne (59510) HEM

Monsieur Osvaldo MIRAGLIA,
né le 10/07/56 à Abscon de nationalité française,
marié sous le régime de la séparation des biens avec Madame Simone ANGIUS
en vertu d'un contrat établi par Maître POISSONNIER, Notaire en date du 07/10/85
demeurant ensemble 233 rue du Brun Pain (59200) Tourcoing

La Société SOMIRA,
S.A.R.L. au capital de 200.000 F
dont le siège est à Roubaix (59100) 20 rue du Bois
immatriculée au R.C.S. de Roubaix Tourcoing sous le N° B 314.429.838,
représentée par Monsieur Sergio MIRAGLIA, gérant

Ont constitué, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par la loi et les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- la réparation en automobile, carrosserie et peinture, l'achat et la vente de véhicules, la création et l'acquisition de tous fonds de commerce destinés à ces objets, l'exploitation de ceux-ci et l'exploitation de tous autres fonds ou établissements de même nature.

et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la Société, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : **LILLE DIFFUSION AUTO**

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

« Le siège social est fixé : 120 Rue Jules GUESDE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ »

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Département par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus aux présents statuts.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la Société en numéraire, à savoir :

➲ Monsieur Sergio MIRAGLIA, la somme de	1.000 euros
➲ Monsieur Osvaldo MIRAGLIA, la somme de	1.000 euros
➲ La Société SOMIRA, la somme de	38.000 euros
TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRE	**40.000 euros**

laquelle somme de 40.000 euros a été déposée par les associés, conformément à la Loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de la Banque C.C.F. - Agence de Roubaix, Avenue Jean Lebas.

Cette somme sera retirée par le Gérant de la Société ou son mandataire, sur présentation du certificat délivré par le greffier du Tribunal de Commerce du lieu du siège social attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 40 000 €, il est divisé en 4 000 parts égales de 10 € chacune, numérotées de 1 à 4 000, intégralement libérées et attribuées en totalité par la SAS VERBAERE INVESTISSEMENTS suite à la cession de parts sociales intervenue en date du 3 janvier 2005.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

1 - COMPETENCE

L'augmentation de capital et les modalités de sa réalisation sont décidées par la collectivité des associés à la majorité des trois quarts des parts sociales.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Si l'augmentation de capital est réalisée par élévation de la valeur nominale des parts existantes, à libérer en espèces, la décision sera prise à l'unanimité.

Si des parts avec primes sont créées, la décision collective des associés, portant augmentation de capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

II - AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts en numéraire, les associés auront proportionnellement à leur droit dans le capital un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles selon des modalités à définir par une décision extraordinaire des associés.

Les fonds provenant de la libération des parts feront l'objet, dans les huit jours de leur réception, d'un dépôt.

Le retrait de ces fonds ne pourra être effectué par le mandataire de la Société que trois jours au moins après leur dépôt.

III -AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPORTS EN NATURE

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital contiendra l'évaluation de chaque apport en nature. Il y sera procédé, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports nommé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête de la gérance.

Lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les Gérants de la Société et les personnes ayant souscrit à l'augmentation du capital sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée audits apports.

IV - ROMPUS

Si l'augmentation de capital fait apparaître des rompus, les associés, qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital social est autorisée par l'Assemblée des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Lorsque l'Assemblée approuve un projet de réduction de capital non motivée par des pertes, les créanciers, dont la créance est antérieure à la date du dépôt au greffe du procès-verbal de délibération, peuvent former opposition à la réduction dans un délai d'un mois à compter de la date du dépôt.

L'opposition est signifiée à la Société par acte d'huissier et portée devant le Tribunal de Commerce. Celui-ci rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction du capital ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

L'achat de ses propres parts par la Société est interdit. Toutefois, l'Assemblée qui a décidé une réduction du capital non motivée par des pertes peut autoriser le Gérant à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler. Cet achat doit être réalisé dans un délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition, il emporte annulation desdites parts. La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne pourra être décidée sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation des dispositions du présent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Si la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

TITRE III

PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 10 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent les apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales résulteront des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement signifiées et publiées.

Chaque associé peut se faire délivrer, à ses frais, des copies ou extraits des statuts et actes modificatifs, ainsi qu'il sera dit ci-après.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit, proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quotité dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation. Elle donne également le droit de participer aux décisions collectives.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, lorsqu'il n'y a pas eu de Commissaire aux Apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société.
La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés. Les droits et obligations attachés aux parts, les suivent, dans quelque main qu'elles passent. Les représentants ayant droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. A cet égard, les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quel que soit le nombre des parts possédées par cette indivision.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de le représenter.

Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que dans une seule tête.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la Société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 13 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - CESSIONS

A - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession n'est rendue opposable à la Société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Registre du commerce et des Sociétés.

B - *Agrément de cession à des tiers non associés*

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts à des tiers étrangers à la Société, autre que le conjoint, les ascendants et descendants d'un associé, sont soumises à la procédure d'agrément prévue par la Loi et le Décret sur les sociétés commerciales.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours, à compter de cette notification, le Gérant doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ce projet. La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

C - *Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée*

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Toute clause contraire est nulle.

A la demande du Gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision du Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois. La désignation de l'expert prévue à l'article 1843-4 du Code Civil est faite soit par les parties soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue à moins qu'il ne détienne ses parts depuis moins de deux ans.

II - TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION OU DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

En cas de décès d'un associé la Société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint survivant ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus des présents statuts.

III- NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article, paragraphe I-3, ci-dessus, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

ARTICLE 14 - ASSOCIE UNIQUE

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une Société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

TITRE IV

GERANCE

ARTICLE 16 – NOMINATION DES GERANTS

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, qui peuvent être choisies en dehors des associés. En l'absence de dispositions contraires, les Gérants sont nommés pour la durée de la société. Les Gérants statutaires sont désignés dans les statuts et les autres Gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 17 - POUVOIRS DES GERANTS

Les Gérants ont seuls la signature sociale; ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires.

Dans les rapports entre associés, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. En cas de pluralité de Gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de Gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent.

L'opposition formée par un Gérant aux actes d'un autre Gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

ARTICLE 18 - REMUNERATION DES GERANTS

En rémunération de ses fonctions, chacun des Gérants a droit à un traitement qui est fixé par décision ordinaire des associés, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 19 - DUREE DES FONCTIONS DU GERANT - REVOCATION - DEMISSION - DECES OU RETRAIT DU GERANT - REMPLACEMENT DU GERANT

I - DUREE

La durée des fonctions du ou des Gérants subséquents est fixée par la décision collective qui les nomme.

II - REVOCATION DE GERANT

Le ou les Gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Toute clause contraire est réputée non écrite. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

En outre, le ou les Gérants sont révocables par les tribunaux pour causes légitimes à la demande de tout associé.

III - Démission du Gérant

Le ou les Gérants ont le droit de renoncer à leurs fonctions, à charge pour eux d'informer leurs associés de leur décision, six mois avant la clôture de l'exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception. Il sera dressé acte de ce changement, lequel ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant.

Cependant la collectivité des associés pourra toujours prendre acte de la démission d'un ou des Gérants avec effet ne coïncidant pas avec la date d'un exercice.

Le décès ou le retrait du Gérant pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de décès d'un Gérant, la gérance sera exercée par le Gérant survivant mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau Gérant.

S'il n'existe qu'un seul Gérant en fonctions au jour du décès, les associés devront réorganiser la gérance dans un délai de trois mois, ou transformer la Société en Société d'une autre forme ou prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Dans ce cas, durant la période intérimaire, les mandataires du Gérant décédé, en fonction au jour de son décès, continueront à exercer leurs pouvoirs afin d'assurer la gestion de la Société, sauf décision contraire de la collectivité des associés. A défaut, les associés désigneront un Gérant provisoire, associé ou non.

IV - Remplacement du Gérant

Dans les cas prévus ci-dessus et sous réserve des conditions particulières à ces cas, la collectivité des associés procède au remplacement du Gérant.

Dans ce cas elle est consultée d'urgence par le coGérant en exercice ou par un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, ou par un mandataire de justice, à la requête de l'associé le plus diligent. En outre, en cas de révocation du Gérant, la collectivité des associés doit procéder par la même décision à la nomination de son remplaçant.

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Les Gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires, applicables aux Sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les Gérants soit individuellement, soit en se groupant, à condition qu'ils représentent au moins un dixième du capital social, et en chargeant à leurs frais un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir cette action tant en demande qu'en défense. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la Société à laquelle, le cas échéant, les dommages intérêts sont alloués.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les Gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

TITRE V

CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

ARTICLE 21 - CONVENTIONS SOUMISES A PROCEDURE SPECIALE

La gérance présente à l'Assemblée statuant sur les comptes d'un exercice ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultations écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés.

Ce rapport contient :

- ✓ l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée des associés ;
- ✓ le nom des Gérants ou associés intéressés ;
- ✓ la nature et l'objet desdites conventions ;
- ✓ les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- ✓ l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice.

L'Assemblée statue sur ce rapport. Le Gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un Gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge, pour le Gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, directeur général, membre du Directoire ou membre du Conseil de Surveillance, est simultanément Gérant ou associé de la Société à Responsabilité Limitée.

Ces dispositions toutefois ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Toutefois, si la Société exploite un établissement financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

Cette interdiction s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE VI

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 23

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance ou du Commissaire aux Comptes, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la Société ayant provoqué la décision.

ARTICLE 24

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la Société ne comprend que les deux époux. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 25

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis quel que soit le nombre des votants.

ARTICLE 26

Les modifications des statuts sont décidées par les associés représentants au moins les trois quarts des parts sociales.

En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

ARTICLE 27

Dans les Assemblées, ou lors des consultations écrites, autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts ou d'autoriser les cession de parts à des tiers étrangers à la Société, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel qua soit le nombre des votants représentés, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des Gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

ARTICLE 28

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultations écrites des associés à l'initiative des Gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport de gestion ainsi que, le cas échéant, celui des Commissaires aux Comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours et d'un délai maximal de vingt jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 à 27 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

TITRE VII

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE - AFFECTION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 29

Chaque exercice social a une durée de 12 mois qui commence le 1er janvier et qui finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2000.

ARTICLE 30

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'Assemblée Générale détermine sur proposition de la gérance toutes sommes qu'elle juge convenables de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'Assemblée Générale peut, après constatation de l'existence de réserves à sa disposition, décider en outre la mise en distribution des sommes prélevées sur ces réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés Gérants ou non Gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 31

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

TITRE IX

CONTESTATIONS - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 32 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre associés et la Société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection du domicile, dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

ARTICLE 33 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Préalablement à la signature des présents statuts, il a été présenté aux soussignés, conformément aux dispositions de l'article 26 du décret du 23 Mars 1967, l'état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la Société. Cet état est annexé aux statuts et la signature de ces derniers emportera reprise des engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 34 - PUBLICITE

Les formalités de constitution étant accomplies, l'avis prévu par l'article 285 du décret du 23 Mars 1967 sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont donnés au Gérant, Monsieur Sergio MIRAGLIA pour effectuer les différentes formalités prescrites par la loi.

ARTICLE 35 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents et de ses suites seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 36 - POUVOIRS

Par les présentes, les associés donnent dès à présent pouvoir au Gérant à l'effet de :

→ ouvrir un compte bancaire,
→ négocier l'achat d'un fonds de commerce de réparation et vente d'automobiles pour le prix de 500.000 F hors frais et droits,
→ acquérir un stock de véhicules neufs et d'occasion et convenir des modalités de financement à cet effet et donner les garanties subséquentes.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera reprise automatique des engagements ci-dessus sans autres formalités.

Certifié conforme
Le 4 janvier... 2005

Le gérant

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Sergio MIRAGLIA,
né le 13 Mars 1960 à (59) VALENCIENNES,
de nationalité française,
marié sous le régime de la séparation de biens,
demeurant à (59510) HEM, 18 Avenue de la Marne

Monsieur Osvaldo MIRAGLIA,
né le 10 Juillet 1956 à ABSCON,
de nationalité française,
marié sous le régime de la séparation de biens,
demeurant à (59200) TOURCOING, 233 Rue du Brun Pain

La société SOMIRA,
Société A Responsabilité Limitée de droit français,
au capital de 30.489,00 €,
dont le siège social est à (59100) ROUBAIX , 20 Rue du Bois,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROUBAIX-TOURCOING sous le n° B 314 429 838,
représentée par Monsieur Sergio MIRAGLIA qui déclare avoir reçu tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après dénommés « Le ou Les Cédant (s) »
d'une part,

ET

La société VERBAERE INVESTISSEMENTS,
Société par Actions Simplifiée de droit français au capital de 953.500 €,
dont le siège social est à (59270) FLETRE, 18 route de Strazeele
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de HAZEBROUCK sous le numéro B 378 148 746
représentée par Monsieur Dominique VERBAERE, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après dénommée « Le Cessionnaire »
d'autre part,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Aux termes de statuts en date à ROUBAIX du 7 mars 2000, ainsi que de divers autres actes, il existe une Société à responsabilité limitée dénommée LILLE DIFFUSION AUTOMOBILE sigle (LDA), au capital de 40 000 euros, divisé en 4000 parts sociales de 10 euros de valeur nominale chacune, dont le siège est situé 118 rue Jules Guesde, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROUBAIX-TOURCOING et qui a pour objet :

- La réparation automobile, carrosserie et peinture, l'achat et la vente de véhicules, la création et l'acquisition de tous fonds de commerce destinés à ces objets, l'exploitation de ceux-ci et l'exploitation de tous autres fonds ou établissements de même nature.

I. – CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Sergio MIRAGLIA, Cédant, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à la société VERBAERE INVESTISSEMENTS, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 100 parts sociales lui appartenant de la Société LILLE DIFFUSION AUTOMOBILE (LDA).

Par les présentes, Monsieur Osvaldo MIRAGLIA, Cédant, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à la société VERBAERE INVESTISSEMENTS, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 100 parts sociales lui appartenant de la Société LILLE DIFFUSION AUTOMOBILE (LDA).

Par les présentes, la société SOMIRA, Cédant, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à la société VERBAERE INVESTISSEMENTS, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 3 800 parts sociales lui appartenant de la Société LILLE DIFFUSION AUTOMOBILE (LDA).

II. – PROPRIETE – JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. – CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

IV. – PRIX – MODALITES DE PAIEMENT

Le prix de vente global des Parts sociales est provisoirement fixé à trois cent quarante neuf mille trois cent cinquante quatre euros (349.354 €), soit un prix de quatre vingt sept euros et trente quatre centimes (87,34) € par part sociale. Ce prix provisoire a été fixé en tenant compte de la situation comptable de la Société arrêtée au 30 juin 2004 sur la base :

- d'une partie fixe de deux cent vingt mille euros (220.000 €)
- d'une partie variable de cent vingt neuf mille trois cent cinquante quatre euros (129.354 €) correspondant à la situation nette comptable diminuée de la valeur du fonds de commerce figurant à l'actif de la situation soit 19.818,00 € (dix neuf mille huit cent dix huit euros)

Le prix définitif sera calculé à partir de la situation nette de la Société arrêtée au 31/12/2004, dans les conditions fixées par le protocole signé entre les parties le 29 octobre 2004.

A ce jour, conformément aux conditions du protocole sus-désigné, il est versé ce jour au comptant la somme de 220 000 euros, représentant la partie fixe du prix, au moyen de la remise d'un chèque numéro 5171964..... sur la banque populaire NORD. par le Cessionnaire aux Cédants, qui lui en donnent bonne et valable quittance

Dont quittance d'autant,

V. – AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, le Cessionnaire a été dûment agréé en qualité de nouvel associé par décision collective extraordinaire en date du .....

VI. – ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts cédées constituent un bien propre de Monsieur Sergio MIRAGLIA, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la Société.

Les parts cédées constituent un bien propre de Monsieur Osvaldo MIRAGLIA, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la Société.

VII. – DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

– qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;
– et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Les soussignés de première part déclare :

– qu'il n'existe de leur chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
– que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
– et que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VIII. – APPLICATION DE L'ARTICLE 1424 DU CODE CIVIL

Les parts présentement cédées ne dépendant pas d'une communauté de biens, l'intervention des conjoints des cédants n'est pas nécessaire.

IX. – FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

X. – ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

– que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts,
– et que la Société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, la présente cession de 4000 parts donne lieu à l'application du droit de 4,80 % dont l'assiette est réduite d'un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

XI – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à LILLE
Le 3 janvier 2005
En 8 exemplaires.

M. Sergio MIRAGLIA	M. Osvaldo MIRAGLIA
Pour la société SOMIRA, M. Sergio MIRAGLIA	Pour la sté VERBAERE INVESTISSEMENTS, M. Dominique VERBAERE

Enregistré à : RECETTE DE TOURCOING-NORD
Le 31/01/2005 Bordereau n°2005/64 Case n°8 Evt 302
Enregistrement : 15 665 €
Timbre : 96 €
Total liquidé : quinze mille sept cent soixante et un euros
Montant reçu : quinze mille sept cent soixante et un euros
L'Agent

Philippe DUTHOIT
Agent des Impôts

DUPLICATA